

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité – Justice

Ministère de l'Économie et des Finances

EE-0073
Visa : D.G.L.T.E.J.O

الوزارة العامة للحكومة
Ministère Secrétaire Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

Arrêté n°...../MEF portant composition, attributions, organisation et fonctionnement du Comité Technique d'Appui au Développement des Partenariats Public-Privé en Mauritanie (CTADPPP)

Le Ministre de l'Économie et des Finances ;

- Vu la loi n°2024-041 du 30 octobre 2024, abrogeant et remplaçant la loi n°2017-006 du 01^{er} février 2017, modifiée et complétée, relative au Partenariat Public-Privé (PPP) ;
- Vu le décret n°157-2007 du 06 septembre 2007, relatif au Conseil des Ministres et aux attributions du Premier Ministre et des Ministres ;
- Vu le décret n°143-2024 du 06 août 2024, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2024-153 du 06 novembre 2024, abrogeant et remplaçant le décret n°2016-179 du 13 octobre 2016 fixant le cadre institutionnel de formulation, de sélection et de programmation de l'investissement public ;
- Vu le décret n°2024-167 du 22 novembre 2024, portant application de la Loi n°2024-041 du 30 octobre 2024 abrogeant et remplaçant la loi n°2017-006 du 01^{er} février 2017, modifiée et complétée, relative au Partenariat Public-Privé (PPP) ;
- Vu le décret n°235-2024 du 12 décembre 2024, fixant les attributions du Ministre de l'Économie et des Finances et l'Organisation de l'Administration Centrale et de son Département ;
- Vu le décret n°160-2024 du 22 août 2024 relatif à l'intérim des Ministres ;
- Arrêté n° 0065 du 22 janvier 2025 portant composition, attributions et fonctionnement du Comité Interministériel chargé du Développement des Partenariats Public-Privé en Mauritanie (CIDPPM).

ARRETE :

Chapitre I. COMPOSITION

Article Premier : En application des dispositions de l'article 6 de la loi n°2024-041 du 30 octobre 2024, abrogeant et remplaçant la loi n°2017-006 du 01^{er} février 2017, modifiée et complétée, relative au Partenariat Public-Privé (PPP), le présent arrêté fixe la composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Comité Technique d'Appui au Développement des Partenariats Public-Privé en Mauritanie.

Article 2 : Le Comité Technique d'Appui est présidé par le Directeur Général des Partenariats Public-Privé du Ministère de l'Économie et des Finances et comprend des membres permanents et des membres non permanents :

I- Les membres permanents sont :

- Un (1) représentant du Ministère en charge de l'Intérieur ;
- Un (1) représentant du Ministère en charge de l'Économie ;

- Un (1) représentant du Ministère en charge des Finances ;
- Un (1) représentant du Ministère en charge de l'Énergie et du Pétrole ;
- Un (1) représentant du Ministère en charge de la Pêche ;
- Un (1) représentant du Ministère en charge des Domaines et du Patrimoine de l'Etat ;
- Un (1) représentant du Ministère en charge de l'Urbanisme ;
- Un (1) représentant du Ministère en charge de l'Équipement et des Transports ;
- Un (1) représentant du Ministère en charge de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;
- Un (1) représentant du Ministère délégué auprès du Ministre de l'Intérieur et de la Promotion de la Décentralisation et du Développement Local chargé de la Décentralisation et du Développement Local ;
- Un (1) représentant de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Un (1) représentant de l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM) ;
- Un (1) représentant de la Direction Générale du Budget ;
- Un (1) représentant de la Direction Générale des domaines et de l'enregistrement ;
- Un (1) représentant de la Direction Générale des impôts ;
- Un (1) représentant de la Région de Nouakchott.

II- Les membres non permanents sont : Les représentants des autorités contractantes porteuses de projets en cours d'examen par le Comité Technique d'Appui.

Le Comité Technique d'Appui peut également inviter à ses réunions toute personne dont il juge la compétence nécessaire.

Chapitre II. ATTRIBUTIONS

Article 3 : Le Comité Technique d'Appui est l'organe principal chargé de définir et d'examiner toutes questions utiles à l'orientation, au contrôle et au suivi des activités de développement des partenariats public-privé.

A cet effet, il est chargé :

- d'assurer la communication interne et externe du Comité Interministériel sur les PPP ;
- d'approuver les études d'évaluation préalable et de soutenabilité budgétaire à l'exclusion des projets soumis à la procédure simplifiée et n'impliquant pas de financement public ;
- de transmettre au Comité Interministériel le rapport de synthèse des études d'évaluation préalable et de soutenabilité budgétaire relatifs aux projets PPP structurants pour lui permettre de décider ou non de lancer la procédure de mise en concurrence desdits projets ;
- de proposer le choix de l'attributaire pressenti et le contrat finalisé des projets de PPP en procédure simplifiée ;
- de soumettre à l'approbation du Comité Interministériel le choix de l'attributaire pressenti et le projet de contrat finalisé pour les PPP structurants ;
- de donner un avis sur le rapport d'audit des contrats de PPP réalisé annuellement par

la Structure d'appui des PPP ;

- de faire toute proposition ou recommandation au Comité Interministériel sur la définition de la stratégie des PPP et de sa mise en œuvre ;
- de proposer des options au Comité Interministériel pour assurer le financement des études techniques nécessaires pour mener à bien les opérations de PPP ;
- d'élaborer avec l'appui de la Structure d'appui des PPP les stratégies de formation et de renforcement des capacités des acteurs nationaux en matière de PPP ;
- d'élaborer un rapport d'activité annuel sur les PPP mis en œuvre qu'il transmet au Comité Interministériel sur les PPP.

Chapitre III. FONCTIONNEMENT

Article 4 : Le Secrétariat du Comité Technique d'Appui est assuré par la Structure d'appui des PPP.

Article 5 : A la réception des études de soutenabilité budgétaire, le Président du Comité Technique d'Appui demandera au Représentant de la Direction Générale du Budget au sein du Comité Technique d'Appui de saisir, officiellement, son département afin de donner un avis technique.

Le Président soumet pour approbation le projet d'avis sur l'étude de soutenabilité budgétaire en s'appuyant sur l'avis technique de la Direction Générale du Budget. A la réception du projet d'avis, le Comité Technique d'Appui prend sa décision d'approuver ou non les études de soutenabilité budgétaire des projets de PPP dans les conditions visées à l'article 7 du présent arrêté.

Article 6 : A la réception des propositions d'attribution du contrat de PPP, le Président du Comité Technique d'Appui demandera au représentant de la Direction Générale du Budget au sein du Comité Technique d'Appui de saisir, officiellement, son département afin de donner un avis technique sur les conditions financières prévues dans le projet de contrat de PPP.

Le Président soumet pour approbation le projet de contrat de PPP en s'appuyant, notamment, sur l'avis technique de la Direction Générale du Budget. A la réception du projet d'avis, le Comité Technique d'Appui prend sa décision d'approuver ou non la proposition d'attribution du contrat de PPP dans les conditions visées à l'article 7 du présent arrêté.

Sur la base de cet avis technique, le Comité Technique d'Appui prend sa décision de proposer ou non le choix de l'attributaire pressenti.

Article 7 : Le Comité Technique d'Appui est régi par le principe de la gestion collective et prend ses décisions par consensus. Une fois le quorum atteint, le Comité Technique d'Appui peut prendre ses décisions.

Le quorum requis pour les réunions du Comité Technique d'Appui est fixé à la présence effective du tiers (1/3) au moins des membres permanents.

Les décisions sont prises à la majorité simple, avec une voix prépondérante pour le Président en cas d'égalité des voix.

Les membres non permanents ne participent pas au vote.

Le Comité Technique d'Appui se réunit aussi souvent que nécessaire sur convocation de son Président.

Le Comité Technique d'Appui convoque également pour les rencontres les points focaux sectoriels sur la base d'un programme de travail qu'il définit.

Les convocations sont toujours accompagnées du projet d'ordre du jour.

Le Comité Technique d'Appui se réunit au Ministère en charge de l'Economie ou tout autre lieu précisé dans la convocation.

Les procès-verbaux des réunions du Comité Technique d'Appui sont signés par son Président qui aura recueilli au préalable les avis des membres présents du CTADPPP.

Article 8: Un rapport annuel d'activité est préparé par le Comité Technique d'Appui et transmis pour information au Comité Interministériel.

Le Comité Technique d'Appui restitue avec ses observations au Comité Interministériel les rapports d'audit sur l'exécution des contrats PPP préparés par la Structure d'appui des PPP.

Chapitre IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 9 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui abroge et remplace de l'arrêté n°1090 du 22 Septembre 2021, portant création du Comité Technique d'Appui au Développement des Partenariats Public-Privé en Mauritanie.

Article 10 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le

23 JAN 2025

Le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget,
Ministre de l'Economie et des Finances par Intérim
Codioro Moussa N'Guenore



Ampliations

- P.M/S.G.G
- M.S.G.P.R
- M.E.F
- Les départements concernés
- I.G.E
- A.N.
- J.O

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

شرف - إخاء - عدل

0073

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

وزارة الاقتصاد والمالية

تأشيرة: م.ع.ت.ن.ج.ر

مقرر رقم /و.إ.م./ يتضمن تشكيلة وصلاحيات
وتنظيم وسير عمل اللجنة الفنية لدعم تطوير الشراكة بين القطاعين العام والخاص في
موريتانيا

إن وزير الاقتصاد والمالية؛

وبعد الاطلاع على؛

- ❖ القانون رقم 041-2024 الصادر بتاريخ 30 أكتوبر 2024، الذي يلغي ويحل محل القانون رقم 006-2017 فاتح فبراير 2017 المعدل والمكمل، المتعلق بالشراكة بين القطاعين العام والخاص؛
- ❖ المرسوم رقم 157-2007 الصادر بتاريخ 06 سبتمبر 2007 المتعلق بمجلس الوزراء وصلاحيات الوزير الأول والوزراء؛
- ❖ المرسوم رقم 143-2024 الصادر بتاريخ 06 أغسطس 2024، المتضمن تعيين أعضاء الحكومة؛
- ❖ المرسوم رقم 153-2024 الصادر بتاريخ 06 نوفمبر 2024، الذي يلغي ويحل محل المرسوم رقم 179-2016 الصادر بتاريخ 13 أكتوبر 2016، المحدد للإطار المؤسسي لتصميم واختيار وبرمجة الاستثمار العمومي؛
- ❖ المرسوم رقم 167-2024 الصادر بتاريخ 22 نوفمبر 2024 القاضي بتطبيق القانون رقم 041-2024 الصادر بتاريخ 30 أكتوبر 2024، الذي يلغي ويحل محل القانون رقم 006-2017 الصادر بتاريخ فاتح فبراير 2017، المعدل والمكمل، المتعلق بالشراكة بين القطاعين العام والخاص؛
- ❖ المرسوم رقم 235-2024 الصادر بتاريخ 12 ديسمبر 2024، المحدد لصلاحيات وزير الاقتصاد والمالية وتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
- ❖ المرسوم رقم 160-2024 الصادر بتاريخ 22 اغشت 2024 المتعلق بتناوب الوزراء؛
- ❖ المقرر رقم 0065 الصادر بتاريخ 22 يناير 2025 المتضمن تشكيلة وصلاحيات وسير عمل اللجنة الوزارية المشتركة المكلفة بتطوير الشراكة بين القطاعين العام والخاص في موريتانيا.

يقرر:

الفصل الأول: التشكيلة

المادة الأولى: تطبيقاً لأحكام المادة 6 من القانون رقم 041-2024 الصادر بتاريخ 30 أكتوبر 2024، الذي يلغي ويحل محل القانون رقم 006-2017 الصادر بتاريخ فاتح فبراير 2017، المعدل والمكمل، المتعلق بالشراكة بين القطاعين العام والخاص، يحدد هذا المقرر تشكيلة وصلاحيات وتنظيم وسير عمل اللجنة الفنية لدعم تطوير الشراكات بين القطاعين العام والخاص في موريتانيا.

المادة 2: يرأس اللجنة الفنية للدعم المدير العام للشركات بين القطاعين العام والخاص بوزارة الاقتصاد والمالية، وتضم اللجنة أعضاء دائمين وأعضاء غير دائمين.

I: الأعضاء الدائمون:

- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالداخلية؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالاقتصاد؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالمالية؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالطاقة والنفط؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالصيد؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالعقارات وأملاك الدولة؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالإسكان؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالتجهيز والنقل؛
- ممثل (1) عن الوزارة المكلفة بالمياه والصرف الصحي؛
- ممثل (1) عن الوزارة المنتدبة لدى وزير الداخلية وترقية اللامركزية والتنمية المحلية المكلفة باللامركزية والتنمية المحلية؛
- ممثل (1) عن البنك المركزي الموريتاني؛
- ممثل (1) عن وكالة ترقية الاستثمارات في موريتانيا؛
- ممثل (1) عن المديرية العامة للميزانية؛
- ممثل (1) عن المديرية العامة للعقارات والتسجيل؛
- ممثل (1) عن المديرية العامة للضرائب؛
- ممثل (1) عن جهة نواكشوط؛

II: الأعضاء غير الدائمين: هم ممثلو السلطات المتعاقدة الحاملة لمشاريع معروضة أمام اللجنة الفنية للدعم. بإمكان اللجنة الفنية للدعم أن تستدعي لحضور اجتماعاتها أي شخص ترى أن له قدرات مفيدة لاجتماعاتها.

الفصل الثاني: الصلاحيات

المادة 3: اللجنة الفنية للدعم هي الهيئة الرئيسية المكلفة بتحديد ومناقشة كافة المسائل الهامة لتوجيهه، ورقابة، ومتابعة نشاطات تطوير الشراكة بين القطاعين العام والخاص.

وفي هذا الصدد، تكلف بالمهام التالية:

- تأمين الجوانب الإعلامية الداخلية والخارجية للجنة الوزارية المشتركة للشراكة بين القطاعين العام والخاص.
- المصادقة على دراسات التقييم الأولي وتلك المتعلقة بالقدرة التمويلية، وتستثنى من ذلك المشاريع الخاضعة لآلية مبسطة والتي ليس بها تمويل عمومي.

- إحالة تقرير صياغة دراسات التقييم الأولي والقدرة التمويلية المتعلقة بالمشاريع المهيكلية للشراكة بين القطاعين العام والخاص إلى اللجنة الوزارية المشتركة لتمكينها من اتخاذ القرار بشأن ترتيبات فتح المنافسة بالنسبة للمشاريع المذكورة أو عدم فتحها.
- اقتراح اختيار الممنوح له المحتمل وكذلك الصيغة النهائية لعقود المشاريع المهيكلية للشراكة بين القطاعين العام والخاص وفق الآلية المبسطة.
- عرض الفائز المحتمل بالعقد والصيغة النهائية لعقد الشراكة المهيكلية بين القطاعين العام والخاص على اللجنة الوزارية المشتركة من أجل المصادقة عليهما.
- إعطاء رأي حول تقرير التدقيق لعقود الشراكة بين القطاعين العام والخاص المنجز سنوياً من طرف اللجنة الفنية للدعم.
- تقديم اقتراحات أو توصيات للجنة الوزارية المشتركة متعلقة بتحديد استراتيجيات الشراكة بين القطاعين العام والخاص وتنفيذها.
- اقتراح خيارات على اللجنة الوزارية المشتركة من أجل ضمان تمويل الدراسات الفنية الضرورية من أجل سير عمليات الشراكة بين القطاعين العام والخاص على الوجه المطلوب.
- صياغة استراتيجيات التكوين ودعم قدرات الفاعلين الوطنيين في مجال الشراكة بين القطاعين العام والخاص وذلك بمساعدة اللجنة الفنية للدعم.
- إعداد تقرير عن النشاط السنوي حول الشراكة بين القطاعين العام والخاص المنفذة وإحالاته إلى اللجنة الوزارية المشتركة للشراكة بين القطاعين العام والخاص.

الفصل الثالث: سير العمل

المادة 4: توكل مهمة سكرتاريا اللجنة الفنية للدعم إلى هيئة دعم الشراكة بين القطاعين العام والخاص.

المادة 5: عند استلام الدراسات المتعلقة بالقدرة التمويلية، يطلب رئيس اللجنة الفنية للدعم من ممثل المديرية العامة للميزانية على مستوى اللجنة الفنية للدعم التواصل رسمياً مع قطاعه الوزاري من أجل إعطاء رأي فني. يعرض الرئيس من أجل المصادقة عليه مشروع الرأي المتعلق بدراسة القدرة التمويلية، وذلك بالاعتماد على الرأي الفني الصادر عن المديرية العامة للميزانية. وعند استلام مشروع الرأي، تتخذ اللجنة الفنية للدعم قراراً بالمصادقة من عدمها على دراسات القدرة التمويلية لمشاريع الشراكة بين القطاعين العام والخاص، وذلك وفق الشروط المحددة في المادة 7 من هذا المقرر.

المادة 6: عند التوصل بمقترحات منح عقود الشراكة بين القطاعين العام والخاص، يطلب رئيس اللجنة الفنية للدعم من ممثل المديرية العامة للميزانية على مستوى اللجنة الفنية للدعم التواصل رسمياً مع قطاعه الوزاري من أجل إعطاء رأي فني حول الشروط المالية المنصوص عليها في مشروع عقد الشراكة بين القطاعين العام والخاص، وذلك بالاعتماد على عرض الرئيس مشروع عقد الشراكة بين القطاعين العام والخاص من أجل المصادقة عليه، وذلك بالاعتماد على الخصوص على الرأي الفني الصادر عن المديرية العامة للميزانية. وعند التوصل بمشروع الرأي، تتخذ اللجنة الفنية للدعم قراراً بالمصادقة من عدمها على مقترح عقد الشراكة بين القطاعين العام والخاص، وذلك وفق الشروط المحددة في المادة 7 من هذا المقرر.

واعتماداً على هذا الرأي الفني، تتخذ اللجنة الفنية للدعم قرارها باقتراح من عدمه اختيار الممنوح له المحتمل.

المادة 7: تخضع اللجنة الفنية للدعم لمبدأ التسيير التشاركي، وتتخذ قراراتها بالتوافق بعد توفر النصاب القانوني ويحدد النصاب اللازم لمعد اجتماعات اللجنة الفنية للدعم بالحضور الفعلي لثلث الأعضاء الدائمين على الأقل. تتخذ قرارات اللجنة بالأغلبية البسيطة، ويكون صوت الرئيس مرجحاً في حالة تساوي الأصوات ولا يشارك الأعضاء غير الدائمين في التصويت.

تجتمع اللجنة الفنية للدعم بدعوة من رئيسها كلما دعت الضرورة لذلك. تستدعي اللجنة نقاط الاتصال القطاعية لاجتماعاتها على أساس برنامج عمل تحدده. تكون الاستدعاءات مصحوبة بمشروع جدول الأعمال. تعقد اللجنة الفنية للدعم اجتماعاتها في الوزارة المكلفة بالاقتصاد أو في أي مكان آخر يحدد في الاستدعاء. يتم توقيع محاضر اجتماعات اللجنة الفنية للدعم من طرف رئيسها، الذي يكون قد أخذ مسبقاً آراء الأعضاء الحاضرين.

المادة 8: يتم إعداد تقرير عن النشاط السنوي من طرف اللجنة الفنية للدعم، ويحال إلى اللجنة الوزارية المشتركة على سبيل الإعلام.

تحيل اللجنة الفنية للدعم، مع الملاحظات، تقارير التدقيق المتعلقة بتنفيذ عقود الشراكة بين القطاعين العام والخاص إلى اللجنة الوزارية المشتركة، وهي التقارير التي يتم إعدادها من طرف هيئة دعم الشراكة بين القطاعين العام والخاص.

رابعاً: ترتيبات نهائية

المادة 9: تلغى كافة الترتيبات السابقة المخالفة لهذا المقرر الذي يلغى ويحل محل رقم 1090 الصادر بتاريخ 22 سبتمبر 2021، المتضمن إنشاء لجنة فنية للدعم لتطوير الشراكة بين القطاعين العام والخاص في موريتانيا.

المادة 10: يكلف الأمين العام لوزارة الاقتصاد والمالية بتنفيذ هذا المقرر، الذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

23 JAN 2025

حرر في نواكشوط بتاريخ....

الوزير المنتدب لدى وزير الاقتصاد والمالية المكلف بالميزانية،

وزير الاقتصاد والمالية بالإنابة

كوديورو موسى انكنور



التوزيع:

- و.أ.ع./رج
- و.أ.ع./ح
- و.أ.م
- كافة القطاعات
- م.ع.د
- ح.ج.ر
- و.و

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION